

Le gouvernement de Daniel Ortega a déjà fermé des centaines d'Églises et d'organisations religieuses

# Une offensive sans précédent

EDUARDO CAMPOS LIMA, SAO PAULO/  
PROTESTINFO

**Nicaragua** ► Le gouvernement de Daniel Ortega et de son épouse, la vice-présidente Rosario Murillo, a fermé des centaines d'organisations sociales religieuses et d'Églises ces derniers mois, dans le cadre d'une offensive contre les institutions chrétiennes sans précédent dans l'histoire du Nicaragua. De nombreux pasteurs ont subi des représailles.

Rien qu'au mois d'août, le régime sandiniste a fermé plus de 1600 organisations sociales, dont plusieurs Églises chrétiennes. «Pour créer une Église évangélique, il faut fonder une association à vocation religieuse», explique Yader Valdivia, coordinateur de documentation et de suivi pour l'ONG Nicaragua Nunca Más, qui regroupe des militants nicaraguayens des droits de l'homme exilés au Costa Rica. «Dans certains cas, une seule association peut regrouper des dizaines d'Églises. On ne sait donc pas exactement combien d'entre elles ont fermé jusqu'à présent», ajoute-t-il. Catholiques ou protestantes, les communautés signalent des violations de la liberté religieuse similaires: restrictions des services religieux, interdiction des processions, intrusion d'hommes armés dans les églises, vol ou destruction d'objets sacrés et infiltration d'informatrices

## Faux soutien

Certaines des Églises révoquées sont de grandes institutions, mais la plupart d'entre elles sont de petits ministères, situés dans des quartiers populaires de grandes villes comme Managua, la capitale. «Nous documentons des cas individuels de pasteurs à qui il a été interdit d'exercer des activités religieuses dans d'autres Églises. Les groupes progouvernementaux des quartiers les surveillent», explique encore Yader Valdivia. «Ceux et celles qui fréquentent des institutions fermées par le régime ont eu du mal à rejoindre une nouvelle Église, poursuit-il. Les dirigeants craignent que si les espions les voient accueillir ces personnes, leurs Églises seront également fermées.»

Depuis les manifestations massives de 2018 contre le gouvernement d'Ortega, l'Église catholique, considérée comme l'alliée des manifestants, a été durement persécutée. Des prêtres, des religieuses et même des évêques ont été arrêtés, exilés ou empêchés de retourner au pays. De nombreuses Églises évangéliques étaient identifiées comme soutiens au régime sandiniste:



Le cardinal Brenes, à la tête de l'Église catholique, fut un des principaux soutiens des manifestations antigouvernementales en 2018.

KEYSTONE

leur fermeture et l'arrestation de pasteurs ont donc choqué beaucoup de gens dans le pays et au sein de la communauté internationale. Une telle vision est erronée, considère l'avocate Martha Molina, qui étudie les attaques d'Ortega contre le christianisme depuis son exil aux États-Unis. «Lors des marches de 2018, on a vu de nombreux pasteurs protester contre la dictature. Peu d'Églises soutiennent Ortega, pas plus de cinq», chiffre-t-elle.

## «Prisonniers politiques»

L'une d'elles est la méga-Église brésilienne Église universelle du royaume de Dieu (ou IURD, en portugais). Au Brésil, l'IURD a approché l'ancien président d'extrême droite Jair Bolsonaro et a même fait campagne contre le leader de la gauche modérée Luiz Inácio Lula da Silva lors de la campagne présidentielle de 2022, soulignant les dangers du communisme. Au Venezuela et au Nicaragua, l'IURD soutient pendant les gouvernements de Nicolás Maduro et de Daniel Ortega.

**Des prêtres, des religieuses et même des évêques ont été arrêtés, exilés ou empêchés de retourner au pays**

«Même s'ils soutiennent Ortega, rien ne garantit la protection des pasteurs», prévient Yader Valdivia. Par exemple, l'Église Mountain Gateway, fondée par un couple américain en 2013, pouvait jusqu'à récemment organiser des célébrations massives, rassemblant 200 000 participants. Fin 2023, treize de ses membres ont été arrêtés sans explication. «Ils ont été accusés de détournement de fonds. Mais ils n'ont pas pu appeler d'avocats ni parler à leurs proches pendant des mois. Ils ont été libérés le mois dernier, avec les prisonniers politiques, ce qui montre clairement qu'ils étaient également des prisonniers politiques», déclare Yader Valdivia.

Si les religieux catholiques les plus persécutés partent en exil, peu de pasteurs évangéliques peuvent le faire. Beaucoup d'entre eux sont des pères de famille, avec des entreprises ou des emplois dont ils dépendent pour subvenir aux besoins des leurs. Cela amène beaucoup d'entre eux à garder le silence et à ne pas signaler la persécution dont ils sont victimes.

Le pasteur Francisco Alvicio, membre du peuple indigène Miskito et de l'Église morave, vit au Costa Rica depuis des années. La semaine dernière, il a été pourchassé par trois hommes et poignardé près de son domicile dans la capitale, San José. Ils lui ont pris ses affaires et son téléphone portable. «Le régime les a envoyés, ils voulaient me tuer. Je dois sortir d'ici, mais je n'en ai pas les moyens économiques. J'ai besoin d'aide», déclare-t-il. En septembre, ce pasteur était à Genève et a dénoncé la répression religieuse au Nicaragua lors d'une réunion sur les droits de l'homme.

## Vice-présidente New Age

L'Église morave, une institution proto-protestante originaire d'Europe centrale, a également vu récemment sa personnalité juridique fermée par le gouvernement. Une grande partie des Miskito sont membres de l'Église depuis que le roi miskito Robert Charles Frederic a invité l'institution à s'installer sur son territoire en 1849. On estime qu'elle compte 110 000 membres actifs et atteint 380 000 sympathisants.

Depuis 2019, «le régime a provoqué scissions et divisions», souligne le pasteur Salomon Martinez, premier ministre de la région de Mosquitia, également en exil au Costa Rica. «Nous pensons que le gouvernement paie certains dirigeants pour encourager les ruptures», déplore-t-il. Selon Salomon Martinez, la persécution de l'Église morave est liée à l'intérêt du gouvernement à s'emparer des terres et des ressources naturelles des Miskito.

Eliseo Núñez, un analyste politique actuellement en exil au Costa Rica, affirme que l'un des objectifs du régime est en réalité de s'emparer des biens des Églises. Mais ce n'est pas tout. Selon lui, la première dame et vice-présidente, Rosario Murillo, a un certain désir d'exercer une sorte de médiation spirituelle entre le peuple et Dieu. «Elle a une spiritualité basée sur le New Age, en plus d'être une adepte du gourou indien Sai Baba. Elle croit que l'évolution humaine atteindra un niveau tel qu'elle permettra l'émergence d'une religion universelle», affirme-t-il, soulignant que la première dame pense que le Nicaragua pourrait être le centre d'un tel processus. Chaque jour, Rosario Murillo enregistre des émissions de radio dans lesquelles elle mêle commentaires politiques et extraits de l'Évangile ou du missel catholique. À sa manière, elle est également une ministre de la parole – peut-être la seule qui ne puisse être destituée dans le pays. I

## Mosquée du Petit-Saconnex: une gouvernance modifiée

**Genève** ► A la suite d'incidents liés à l'islam politique, la gouvernance de la mosquée du Petit-Saconnex, à Genève, sera transformée. Mohammad Abdulkarim Alissa, secrétaire général de la Ligue islamique mondiale, qui soutient l'institution, a expliqué la situation du lieu de culte.

M. Alissa, de passage à Genève, a confirmé au journal *Le Temps* (4 novembre) certains événements ayant conduit à la décision de recadrage de la mosquée. Début 2024, des fidèles auraient alerté sur le fait qu'une employée de l'institution était fichée S en France voisine. Le responsable saoudien

a assuré au quotidien romand qu'après vérification, cette personne avait été écartée. «Nous aspirons à avoir des critères plus rigoureux», a commenté le secrétaire général de la Ligue islamique mondiale, basée en Arabie saoudite.

**Au lendemain** de l'attaque du Hamas du 7 octobre 2023, certains fidèles de la mosquée se sont également plaints d'un sermon sur la Palestine qui relayait un discours politique. Un épisode à la suite duquel la Ligue aurait interdit l'imam de prédications. «Les sermons du vendredi doivent prôner la paix et la fin des conflits, y compris

**«Les sermons du vendredi doivent prôner la paix et la fin des conflits»**

Mohammad Abdulkarim Alissa

la fin de la guerre dévastatrice à Gaza. Nous ne voulons pas d'imams abordant les questions de conflits», a affirmé Mohammad Abdulkarim Alissa. Au nom de la Ligue islamique mondiale, le responsable saoudien a déclaré: «Nous condamnons les événements du 7 octobre, ainsi que les sanctions collectives qui tuent des innocents à Gaza. On ne peut pas répondre à un crime par un autre crime.» La gouvernance de la principale mosquée de Genève devrait ainsi être transformée avec le départ de son actuel directeur et la démission de trois membres de la Fondation culturelle islamique assurant son financement.

La Ligue, dotée du statut d'observateur à l'Organisation des Nations unies, avait également annoncé vouloir remettre la direction de la mosquée du Petit-Saconnex à une entité suisse. Mohammad Abdulkarim Alissa a toutefois indiqué n'avoir pas trouvé d'association qualifiée pour cela, «en raison de leur discours politique islamique». «Nous avons décidé de transformer le conseil d'administration en un conseil international, comprenant des personnalités de Suisse et d'ailleurs, pour garantir la diversité et la transparence, afin que la mosquée soit un lieu ouvert à tous, reflétant l'islam authentique et sa véritable amitié avec les communautés», assure le responsable saoudien.

La Ligue, dotée du statut d'observateur à l'Organisation des Nations unies, avait également annoncé vouloir remettre la direction de la mosquée du Petit-Saconnex à une entité suisse.

**Selon son site internet**, sa mission est de «clarifier la véritable image de l'islam, fournir de l'aide humanitaire, créer des ponts de dialogue et de coopération avec les autres religions, engager des initiatives d'ouverture vers les autres cultures et civilisations, contribuer à faire vivre le message de l'islam, dans le sens qui est le sien». La LIM contribue financièrement à la création de mosquées et de lieux d'enseignement dans de nombreux endroits du monde.

CATH.CH